



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)

Direction des Expositions et des Editions (DEE)

Service des Expositions et des Prêts (SEP)

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

C.C.P.

N°2025-123M

**MISSION DE CONCEPTION SCENOGRAPHIQUE ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA
REALISATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE
« AMAZONES »**

Établi en application des dispositions du Code de la commande publique

*Procédure adaptée restreinte passée en application articles R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-6 et R. 2142-15 à
R. 2142-18 du code de la commande publique.*

Le présent C.C.P. comporte 43
pages (y compris la page de garde)
numérotées de 1 à 43.

TABLE DES MATIERES

1 - OBJET DU MARCHÉ	5
1.1 Contexte.....	5
1.2 Objet du marché	5
1.3 Titulaire du marché	5
1.4 Intervenants.....	6
1.4.1 Maître d’ouvrage	6
1.4.2 Conduite d’opération - Direction des Expositions et des Editions	6
1.4.3 Autres directions et services du musée du Louvre associés aux prestations	6
1.4.4 Autres intervenants	8
1.5 Catégorie d’ouvrage.....	8
1.6 Mode de dévolution des travaux	8
1.7 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)	9
1.8 Sous-traitance	9
2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
3 - CONTENU DETAILLE DE LA MISSION	12
3.1 Phase Esquisse (ESQ), intégrée dans la procédure de consultation – Phase Offre	13
3.2 Phase Avant-Projet Sommaire (APS).....	14
3.3 Phase Avant-projet définitif (APD)	16
3.4 Phase Etudes de projet (PRO)	18
3.5 Phase de consolidation du Dossier de consultation des entreprises (DCE)	19
3.6 Phase Assistance à la passation des contrats de Travaux (ACT).....	21
3.7 Phase Conduite d’Opération dont assistance aux opérations de réception des travaux (montage et démontage).....	22
4 - . MODALITES D’EXECUTION DU MARCHÉ	24
4.1 Informations réciproques des cocontractants	24
4.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché.....	24
4.1.2 Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage.....	24
4.1.3 Obligations de confidentialité	24
4.2 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail.....	25
4.3 Présentation et approbation des prestations de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique	25
4.3.117 Point de départ des délais	25
4.3.2 Délais d’exécution	25
4.3.3 Présentation des documents	28
4.3.4 Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage.....	28
4.3.5 En phase Travaux.....	29
4.4 Ordres de service délivrés par le titulaire – travaux non prévus.....	29
4.5 Durée et achèvement de la mission de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique.....	30

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d’assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

4.6	Ordres de service notifié par la maîtrise d’ouvrage	30
4.7	Taxe sur la valeur ajoutée	30
4.8	Forfaits de rémunération	30
4.8.1	Modalités de fixation des forfaits de rémunération	30
4.8.2	Modifications apportées aux prestations du titulaire	31
4.9	Forme du prix	31
4.10	Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d’ouvrage	31
5 -	ENGAGEMENT DU TITULAIRE ET PENALITES	31
5.1	Engagement du titulaire sur le coût de l’opération	31
5.1.1	Avant la passation des marchés de travaux.....	32
5.1.2	Après la passation des marchés de travaux.....	33
5.2	Pénalités de retard applicables au titulaire.....	34
5.2.1	Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents	34
5.2.2	Pénalités en cas de retard dans la vérification des demandes de paiement des entrepreneurs	34
5.2.3	Pénalités relatives à la déclaration de l’activité de l’entreprise et la déclaration des salariés de l’entreprise.....	34
6 -	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	35
6.1	Les avances	35
6.1.1	Les avances versées au titulaire	35
6.1.2	Les avances versées aux sous-traitants	35
6.2	Modalités de règlement et Acomptes part forfaitaire	35
6.2.1	Echéancier de paiement	35
6.3	Délai de paiement.....	37
7 -	ASSURANCES	38
8 -	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	38
8.1	Droit cédés	38
8.2	Exploitations institutionnelles et commerciales	39
8.3	Étendue de la cession	41
8.4	Cession en pleine propriété des Résultats	41
8.5	Prix.....	41
8.6	Droit moral.....	41
8.7	Garanties.....	41
9 -	ARRET DES PRESTATIONS.....	42
9.1	Suspension d’exécution des prestations.....	42
9.2	Arrêt de l’exécution des prestations	42
10 -	DIFFERENTS – RESILIATION DU MARCHE	42
10.1	Règlement amiable des différends	42

10.2 Résiliation du marché	42
10.3 Tribunal compétent en cas de litige.....	42
11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	43

1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Contexte

Le musée du Louvre organise une exposition dans les salles du Hall Napoléon, provisoirement intitulée : « AMAZONES » du 14 avril au 12 juillet 2027.

Le commissariat est assuré par Violaine Jeammet, conservatrice générale au musée du Louvre, Martine Denoyelle, conservatrice en chef honoraire, Fabien Bièvre-Perrin, maître de conférence, et Annabelle Ténèze, directrice du Louvre-Lens.

S'articulant autour de cinq grandes sections, elles-mêmes divisées en sous-sections, cette exposition intégrera environ 260 œuvres. Ces dernières sont caractérisées par une très grande diversité, tant par leur date – de l'Antiquité à la période actuelle – que par leurs dimensions, matériaux et techniques. Le parcours de l'exposition et la typologie des œuvres présentées sont détaillés en annexe 1 du présent CCP.

1.2 Objet du marché

Le présent marché public de prestations intellectuelles a pour objet **la mission de conception et de coordination technique de la réalisation de la scénographie de l'exposition temporaire provisoirement intitulée « AMAZONES »**, dans l'espace d'expositions temporaires du Hall Napoléon.

A partir du programme et des instructions communiqués par le commissariat de l'exposition, et dans le respect des directives de la Direction des Expositions et des Editions (DEE) de l'Etablissement Public du Musée du Louvre (EPML), le titulaire se voit confier des missions de conception et de suivi des travaux de réalisation de la scénographie de l'exposition, telles que définies à l'article 3 du présent CCP, **et couvrant les domaines de la muséographie/scénographie, du graphisme et de la signalétique, ainsi que certains aspects de la médiation multimédia.**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée restreinte passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-6 et R. 2142-15 à R. 2142-18 du code de la commande publique.

1.3 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) sous le nom « le titulaire », ou « le scénographe » et, le cas échéant, la désignation du mandataire du groupement titulaire sont précisées à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement auprès du maître d'ouvrage. Il est leur représentant exclusif.

De façon plus générale, le mandataire est le garant de la cohérence et de l'unité de l'équipe en charge de la scénographie, du graphisme et de la signalétique, des équipements multimédias.

Le titulaire du présent marché est représenté par le mandataire de tous les cotraitants, qui est solidaire de l'ensemble des membres du groupement, en particulier du ou des spécialistes. A ce titre il est l'interlocuteur principal du maître d'ouvrage et se doit de centraliser tous les échanges avec celui-ci.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne responsable du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- A son adresse ou à son siège social,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'[article 8222-5 du Code du travail](#). S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues au présent CCP.

1.4 Intervenants

1.4.1 Maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est :

L'Etablissement public du musée du Louvre (EPML) - 75058 Paris cedex 01

Représenté par Madame Laurence des Cars, Présidente-directrice.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom « le maître d'ouvrage », « l'Etablissement Public du Musée du Louvre », « l'EPML », « le musée du Louvre » ou « le pouvoir adjudicateur ».

L'Etablissement Public du Musée du Louvre pourra librement choisir, à tout moment, de s'adjoindre des assistants à maîtrise d'ouvrage. Le titulaire devra tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des remarques et observations formulées par le maître d'ouvrage et ses différents assistants ; il s'engage à leur fournir l'ensemble des informations nécessaires à l'exécution de leurs missions.

1.4.2 Conduite d'opération - Direction des Expositions et des Editions

Au sein de l'EPML, la conduite d'opération est assurée par la Direction des Expositions et des Editions (DEE), représentée par un Chef de projet délégué du service des Expositions et des Prêts, responsable de la conduite du présent marché, en lien le service de la Scénographie (et plus particulièrement son Chef de service, et un conducteur de travaux). Plus précisément, le Chef de projet délégué est l'interlocuteur référent pour les phases Esquisse, APS, APD et PRO. Le Chef du service de la Scénographie est l'interlocuteur référent pour les phases DCE, ACT et CO.

Si en cours d'exécution du présent marché, ces interlocuteurs venaient à être remplacés, le représentant du pouvoir adjudicateur :

- En avertira le titulaire immédiatement,
- Communiquera par ordre de service dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait au titulaire le nom et les coordonnées de la personne chargée de la conduite de l'opération.

1.4.3 Autres directions et services du musée du Louvre associés aux prestations

Direction de la Médiation et du Développement des Publics / Service de la Médiation graphique et numérique (ci-après « SMGN »)

Le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible, et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec le service de la Médiation graphique et numérique (SMGN). Plus particulièrement, le titulaire travaillera en étroite collaboration avec :

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- Le ou la chargé(e) de médiation, en charge de la conception et du suivi de production des contenus de médiation, nécessaires à la réalisation de la médiation signalétique et multimédia, qui sera en relation étroite avec les commissaires de l'exposition ;
- Le ou la chargé(e) de coordination signalétique, en charge de la coordination éditoriale des textes (envoi en correction ortho-typographique et traduction, notamment)

Direction des Ateliers d'Art et de la Présentation des Collections (ci-après « DAAPC ») / Ateliers muséographiques du musée du Louvre

- Pour l'éclairage : Le déroulement des études et des travaux nécessitera le plus en amont possible, une étroite collaboration avec l'atelier d'éclairage de l'EPML, qui sera en charge de la conception de l'éclairage en phase d'étude, en accord avec les orientations du titulaire du présent marché, afin d'accompagner au mieux sa proposition scénographique. Au moment du chantier d'aménagement scénographique, c'est l'atelier d'éclairage qui sera en charge de la fourniture, du raccordement et de la mise en place de l'ensemble des dispositifs d'éclairage y compris ceux intégrés aux constructions. L'atelier sera aussi en charge du réglage de ces dispositifs au moment de l'installation des œuvres en collaboration directe avec le scénographe et les commissaires de l'exposition. A ce titre, le chef de l'atelier Éclairage et Electromécanique, ou son représentant désigné, devra être tout particulièrement associé aux phases d'études APS, APD, PRO et DCE, ainsi qu'aux réunions de travail nécessaires à l'élaboration du projet d'éclairage.
- Le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible, et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec les services des ateliers muséographiques du musée du Louvre, qui assurent l'exploitation et la maintenance de ces dispositifs de présentation des collections.

Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins / Unité de l'installation et de la maintenance de la signalétique (ci-après « SMA »)

Le déroulement des études et des travaux nécessitera une collaboration étroite avec le service de la Maintenance de la signalétique. Plus particulièrement, le titulaire travaillera en étroite collaboration avec le chef de l'Unité Installation et maintenance de la signalétique, qui pourra faciliter le lien avec les entreprises des marchés/accords-cadres Signalétique existants au musée du Louvre.

Le graphiste du groupement devra piloter les entreprises sélectionnées au sein de l'accord-cadre de l'EPML, pour assurer une production des éléments de signalétique dans les temps impartis et superviser la pose de ces éléments sur site. Le chef de l'Unité Installation et maintenance sera le référent du graphiste au Louvre.

Service de prévention sécurité incendie et services d'exploitation et de maintenance du musée

Le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible, et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec la brigade des sapeurs-pompiers de Paris détachée au musée du Louvre (SPSI) et avec les différents services assurant l'exploitation et la maintenance de l'établissement et de ses extérieurs.

L'initiative, l'organisation, le pilotage et la rédaction des comptes rendus des réunions de travail avec ces différents services sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage devra toutefois être systématiquement informé au minimum quarante-huit heures avant de l'organisation des réunions de travail, et être destinataire en copie de l'ensemble des comptes rendus émis.

L'ensemble des remarques et observations formulées par le SPSI et les services d'exploitation et de maintenance du musée devront être prises en compte par le titulaire, sans rémunération complémentaire.

Direction Financière, Juridique et des moyens (ci-après « DFJM ») / Sous-direction des systèmes d'information (ci-après « SDSI »)

Dispositifs de médiation multimédia : La sous-direction des systèmes d'information du musée (SDSI) gère un parc de dispositifs de diffusion audiovisuelle qui est réutilisé sur les différents espaces d'exposition et assure l'exploitation et la maintenance des dispositifs de médiation multimédia. Le titulaire analysera selon les besoins du projet et en liaison avec la SDSI la possibilité d'utiliser une partie du parc disponible dans la période d'exploitation de l'exposition. L'inventaire du parc disponible lors de la période d'exploitation de l'exposition sera fourni au titulaire au démarrage des études.

Le déroulement des études et des travaux nécessitera, le plus en amont possible et très régulièrement au fil de l'avancement de l'opération, une collaboration étroite avec la SDSI du musée,

Le titulaire devra ainsi, dans le cadre de sa mission, se concerter avec la SDSI pour étudier et définir :

- Le matériel adéquat
- L'utilisation de composantes du matériel existant dans le parc administré par le SDSI et pouvant être utilisés dans le cadre du projet ;
- Le type de diffusion (projection sur les murs, sur un écran, dans une salle fermée, ouverte...) ;
- Les formats et capacité du matériel ;
- Les contraintes d'intégration des équipements techniques dans la scénographie, en veillant à la bonne interaction entre les lots scénographie et équipements multimédias.

1.4.4 Autres intervenants

Le déroulement des études pourra révéler l'avènement d'un certain nombre d'ouvrages ou équipements dont le maître d'ouvrage pourra, le cas échéant, confier les études de conception et le suivi de la réalisation à des prestataires autres que le titulaire.

Dans ce cas, le titulaire conservera néanmoins la responsabilité de :

- La définition des besoins, performances et contraintes (notamment techniques) liés à ces équipements et ouvrages dans la mesure où ils s'avèreraient nécessaires à la réalisation des ouvrages et équipements à sa charge,
- L'analyse des interfaces fonctionnelles et techniques de tout nouvel équipement ou ouvrage, ainsi que la gestion des interfaces entre ces équipements ou ouvrages et ceux dont il assure la conception. A ce titre, le titulaire sera en particulier chargé de leur intégration à sa propre conception.

1.5 Catégorie d'ouvrage

L'opération, objet du présent marché de scénographie, concerne l'aménagement temporaire de l'exposition « **AMAZONES** ».

1.6 Mode de dévolution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en groupements homogènes de lots associant des corps d'état proches ou similaires.

A chacun de ces lots correspondra un marché. Toutefois, dans le cas où plusieurs lots seraient attribués à un même titulaire, il sera possible de signer avec ce titulaire un seul marché regroupant tous ces lots.

Le découpage des travaux relatifs à l'aménagement muséographique en lots sera préalablement déterminé sur proposition du titulaire en concertation avec le maître d'ouvrage à la remise de l'avant-projet définitif et arrêté lors de la phase PRO.

A cette fin, la définition de chaque lot et le dossier de consultation des entreprises (DCE) devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « **AMAZONES** » - CCP n° 2025-123M

Par ailleurs, et ce dans le respect des seuils réglementaires, l'EPML se réserve la possibilité de faire exécuter une partie des travaux par le biais des accords-cadres déjà conclus (signalétique, mobilier...) ou en ayant recours à des ressources internes (ateliers muséographiques).

Le recours à ces possibilités n'exonère pas le titulaire de fournir un DCE aussi précis et exhaustif que nécessaire.

Quel que soit la solution retenue, le titulaire reste responsable de l'Assistance à la passation des Contrats de Travaux sur l'ensemble du périmètre décrit.

1.7 Responsabilité sociétale des organisations (RSO)

Considérant,

- La circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux éco gestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.
- La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)
- Loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.
- Loi AGECL - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire
- Loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
- Le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),
- l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,
- l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,
- le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...).

1.8 Sous-traitance

L'attention du titulaire est attirée sur le respect des dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975, celles-ci étant d'ordre public. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG/PI.

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant (acte spécial de sous-traitance établi conformément au code de la commande publique ou formulaire correspondant de la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) des ministères financiers (DC4) disponible sur le portail de l'économie et des finances à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> que le titulaire doit remettre à la personne chargée de la conduite du marché contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception).

S'il s'avère, au cours de l'exécution du présent marché, que le titulaire ne dispose pas de capacités particulières dans une discipline requérant une compétence très spécialisée ayant entraîné une défaillance dans l'exécution de la mission, le titulaire est tenu soit de sa propre initiative soit sur simple demande motivée du maître d'ouvrage, de s'adjoindre les spécialistes nécessaires. Ceux-ci seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage par l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance. Leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

Si le titulaire n'a pas satisfait aux demandes d'adjonction de compétences, le maître d'ouvrage peut décider, quinze jours après mise en demeure restée sans effet, aux frais et risques du titulaire, de désigner lui-même un organisme chargé de réaliser la tâche correspondant à la spécialité en cause. Le titulaire est autorisé à suivre l'exécution de cette prestation sans pouvoir l'entraver. Les excédents de dépense qui en résultent sont à la charge exclusive du titulaire ; ils sont prélevés sur les sommes qui lui sont dues sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Selon l'état d'avancement de la procédure, les modalités de déclaration varient comme suit :

1/ Dès l'instant où la demande de sous-traitance intervient au moment de la remise de son offre, le candidat l'indique dans l'acte d'engagement et produit, simultanément, l'acte spécial de sous-traitance correspondant ainsi que les pièces justificatives afférentes à ce stade de la procédure.

2/ Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché, le titulaire remet à l'adresse ci-dessous, contre récépissé ou envoie par lettre recommandée avec avis de réception, l'acte spécial de sous-traitance, les pièces justificatives afférentes à ce stade de la procédure ainsi que l'exemplaire unique, à supposer qu'il lui a été délivré, afin d'obtenir sa modification. Si ce dernier ne peut pas être restitué, se reporter aux conditions mentionnées dans l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire a à compléter l'acte spécial de sous-traitance, en cas de demande d'agrément de sous-traitant. A l'appui de sa demande, le titulaire fournira l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article R 2193-7 du Code de la commande publique.

D'une manière générale, les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées des candidats par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation dudit marché, y compris, si le pouvoir adjudicateur le demande, les capacités techniques, professionnelles et financières ainsi qu'une présentation des références représentatives de la prestation, objet du marché.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par le représentant du pouvoir adjudicateur et sursoit aux délais d'acceptation tacite.

En l'absence de remise d'acte de sous-traitance, le sous-traitant ne sera pas autorisée à pénétrer sur le site.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci. Cette sous-traitance ne peut en aucune façon décharger le mandataire et les membres de l'équipe de scénographie de leurs responsabilités vis à vis de l'exécution de ces prestations.

De manière générale, l'ensemble des actes spéciaux de sous-traitance est à adresser en double exemplaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

*Musée du Louvre
DEE/ Service financier et juridique
75058 PARIS CEDEX 01*

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation expresse du maître d'ouvrage et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. Le maître d'ouvrage pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du projet muséographique.

2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ainsi que les éventuelles autres annexes à l'acte d'engagement (déclaration de sous-traitance, mise au point, etc.)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 / Synopsis et programme de l'exposition « AMAZONES » : Parcours et intentions muséographiques ;
 - Annexe 2 / Note sur l'espace d'exposition du Hall Napoléon ;
 - Annexe 3 / Planning prévisionnel du projet ;
- Les Annexes complémentaires, non communiquées dans le cadre de la phase de candidature, mais qui seront fournies aux candidats retenus pour la présentation d'une offre, dans le cadre de la deuxième phase de la consultation :
 - Annexe 4 / Liste des œuvres prévisionnelle ;
 - Annexe 5 / Dossier d'exploitation du Hall Napoléon régissant les conditions d'exploitation des salles d'expositions temporaires en matière de sécurité des œuvres et des personnes (sécurité incendie, etc.), y compris dossier de plans au format pdf et dwg ;
 - Annexe 6 / Descriptif du parc d'éclairage qui sera mis à la disposition du projet ;
 - Annexe 7 / Descriptif du parc du matériel multimédia ;
 - Annexe 8 / Plan général en sol et élévations (1/100ème) des expositions « Zurbaran » et « Sculpture espagnole » au stade des études APS.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Les textes législatifs, réglementaires (décrets, arrêtés) et techniques à caractère normatif (normes, D.T.U. (cahier des charges et règles de calcul), règles de sécurité contre l'incendie pour les établissements recevant du public, avis techniques, essais, homologations, agréments des matériaux et matériels...) non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire, et notamment le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- L'offre technique du titulaire (projet muséographique remis par le soumissionnaire à l'appui de son offre, incluant notamment l'esquisse, dessins, mémoire et propositions techniques) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements entre cotraitants en cas de groupement, l'application des dispositions de l'article 22 du CCAG/PI, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre pour la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans les pièces contractuelles et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties dans leurs versions en vigueur à la date de remise des projets.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle comprend également, sur demande du titulaire la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

3 - CONTENU DETAILLE DE LA MISSION

Les éléments de mission du titulaire sont les suivants :

Etudes:

- ESQ : Esquisse (*intégrée dans la procédure de consultation – Phase Offre*) ;
- APS : Avant-Projet Sommaire ;
- APD : Avant-Projet Définitif ;
- PRO : Etudes de projet
- DCE : Dossier de consultation des entreprises ;
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux ;

Travaux :

- CO : Conduite d'opération (montage/accrochage et démontage/décrochage de la scénographie de l'exposition)

En vue de l'application éventuelle de l'article 22 du CCAG/PI, chacun des éléments de mission ci-dessus constitue une phase technique au sens dudit article. Par conséquent, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Pour chaque élément de mission ou phase, le titulaire réalisera et remettra les prestations et documents ci-après.

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

NB. Pour chaque phase un nombre minimum de réunion est indiqué. Si jugé nécessaire il pourra être ajouté des réunions supplémentaires sans que cela ouvre droit à une rémunération supplémentaire pour le titulaire

Contraintes techniques générales du projet

Le titulaire doit également prendre en compte pendant toute l'exécution du marché, les précisions suivantes. Il est en effet à noter que toutes les ouvrages qui seront fournis par les entrepreneurs doivent être parfaitement stables, résistants dans le temps et adaptés aux contraintes de montage et d'exploitation de l'exposition. Pour l'établissement de son projet, le titulaire réalisera, le cas échéant en collaboration avec les entrepreneurs des marchés de travaux, toutes les notes de calcul nécessaires. Le titulaire engageant sa responsabilité sur ce point, aura recours le cas échéant à un bureau d'études pour s'assurer de la régularité des ouvrages qui le nécessitent.

Le titulaire du présent marché prendra en compte les données suivantes :

- Une fixation mécanique est possible dans les doublages existants de la salle.
- Lestage des piètements si nécessaire (en acier uniquement).
- Contraintes au basculement des ouvrages : équivalente à une poussée de 150 Kg exercée à une hauteur de 1m50, quelles que soient les œuvres présentées sur ceux-ci.
- La charge maximale admissible des sols (500 kg/m²) sera bien prise en compte. Pour les œuvres lourdes une plaque de répartition sera à prévoir et le titulaire du présent marché a à sa charge le dimensionnement par le calcul de ces plaques.
- Afin de répondre aux objectifs de qualités attendus, notamment en ce qui concerne le collage des vitrages, une préfabrication maximum des ouvrages devra être possible dans le projet.

Prise en compte des enjeux d'écoconception

Dans le cadre de la politique de Responsabilité sociétale des organisations (RSO) de l'EPML, le Titulaire se doit de privilégier des matériaux possédant un écolabel ou équivalent, matériaux issus de filières de récupération ou de recyclage, supports d'impression, encres ou de revêtements bénéficiant de labels écologiques, dispositifs d'éclairage basse consommation, etc. Au cours des études, le titulaire fournira les éléments permettant d'effectuer un comparatif de coûts entre des matériaux classiques et des matériaux écoresponsables.

De même, pour l'ensemble des nouveaux mobiliers et des cimaises, le titulaire devra anticiper la possible réutilisation et la fin de vie des éléments et dispositifs (notamment en assurant une certaine durabilité et modularité en vue d'une reprise lors de projets d'exposition ultérieurs, et en privilégiant des solutions facilitant le recyclage).

Une fois l'exposition ouverte, le Titulaire transmettra à l'EPML un plan à jour de la scénographie définitivement réalisée, ainsi que la liste des mobiliers sous format Excel.

3.1 Phase Esquisse (ESQ), intégrée dans la procédure de consultation – Phase Offre

Il est rappelé au scénographe que cette phase a pour finalité le rendu d'une esquisse répondant aux besoins fonctionnels retranscrits dans le programme tel qu'annexé dans le présent CCP (**mission intégrée dans la procédure de consultation lors de la phase Offre**). En effet, le présent marché public tient compte de l'esquisse demandée au stade de la seconde phase de la consultation engagée par voie de procédure adaptée restreinte.

La liste des œuvres prévisionnelle, le dossier d'exploitation du Hall Napoléon, ainsi que d'éventuelles informations complémentaires concernant le parcours et la médiation, seront transmis aux candidats retenus lors de la phase offre.

Il est rappelé au scénographe que ces esquisses ont en particulier pour objet de :

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- Proposer des dispositions muséographiques et techniques répondant aux besoins fonctionnels retranscrits dans le programme et dans les annexes du présent CCP. Elles seront ensuite remises à jour en tenant compte des remarques formulées par la maîtrise d'ouvrage suite à la notification du marché.
- La conception de l'éclairage n'est pas incluse dans la phase ESQ. Celle-ci sera réalisée par l'atelier d'éclairage du musée du Louvre en lien avec le titulaire du présent marché et en réponse aux intentions d'ambiance du scénographe à partir de la phase APS.
- Vérifier la compatibilité des solutions envisagées avec les contraintes de programme, de site et de réglementation,
- Proposer une estimation du coût des travaux.

L'intégralité des documents devra être produite dans l'optique d'offrir au maître d'ouvrage la possibilité d'affirmer ses choix quant aux dispositifs étudiés. Le degré de définition ainsi que la nature des éléments produits devront être suffisants pour lui permettre de mener à bien cet objectif ainsi que d'acquérir une vision claire et sans ambiguïté de la nature des propositions du scénographe. Le scénographe est tenu d'établir tout document nécessaire à la bonne compréhension des dispositions envisagées.

Le dossier remis par les candidats retenus lors de la phase offre, devra comprendre :

- Une notice muséographique comprenant une étude préalable, la définition du projet muséographique et une ébauche de parcours de l'exposition, ainsi que les partis-pris envisagés en termes de graphisme, de signalétique, de déploiement des dispositifs multimédia, et d'ambiance de lumière ;
- Des plans schématiques au 1/100^{ème} ;
Les pièces graphiques correspondent à un niveau de définition dont les minimas sont établis pour les éléments de plans et de coupes au 1/100^{ème}.
Les plans devront mettre en valeurs les mobiliers récupérés des exposition « Zurbaran » et « Sculpture espagnole ».
- Des images 3D permettant d'apprécier l'ambiance muséographique : trois (3) vues sont demandées (la localisation et les points de vue à respecter seront précisés dans le RC-Phase Offre lors de la seconde phase de la procédure).
Une estimation budgétaire du projet muséographique de l'exposition temporaire.

Cette mission est intégrée dans la procédure de consultation lors de la phase Offre.

3.2 Phase Avant-Projet Sommaire (APS)

La phase APS, étape suivante à l'esquisse, se traduit par une définition sommaire du projet muséographique comprenant :

- En fonction des thématiques définies par le commissariat, la **présentation générale du concept scénographique de l'exposition** incluant :
 - Le déploiement spatial du parcours ;
 - L'ambiance colorimétrique du parcours proposé ;
 - Les principes d'éclairage, en concertation avec l'atelier d'éclairage de l'EPML (en charge de la conception de l'éclairage
 - **La conception de l'éclairage scénographique**, définie par l'atelier éclairage de l'EPML en étroite collaboration avec le titulaire, doit prendre en compte et utiliser autant que possible le parc de projecteurs disponibles et affectés à l'espace du Hall Napoléon dont la liste détaillée aura été remise au titulaire en phase Offre dans le cadre de la consultation. L'atelier éclairage de l'EPML, qui s'occupera également de l'installation de l'éclairage, prendra en charge le remplacement des

sources lumineuses de ces projecteurs, si nécessaire, leur installation et leur réglage et commandera le matériel supplémentaire éventuellement nécessaire pour l'exposition.

- **Les principes graphiques préconisés** : la gamme de couleurs et les typographies pour chaque élément de signalétique (Titrage et introduction, panneaux didactique de sections, de sous-sections, panneaux de focus thématiques, éléments de cartographie et de chronologie, visuels, cartels des œuvres...) ;
- **L'analyse, la conception et la définition d'un parcours de visite de l'exposition**, à partir des éléments fournis par le musée du Louvre : espaces d'accueil, implantation des sections, implantation des œuvres, implantation des dispositifs de médiation multimédia, circulation des flux de public ;
- Un **projet de scénographie** prenant en compte les éléments suivants :
 - Les exigences de présentation esthétique et scientifique exprimées par le maître d'ouvrage ;
 - Les modalités et contraintes d'installation et de présentation propres à chaque œuvre ;
 - Les mesures de conservation préventive des œuvres préconisées par les prêteurs ou, le cas échéant, par l'EPML (notamment la stabilité et le contrôle du climat dans les vitrines, et l'éclairage des œuvres) ;
 - La sécurité des œuvres contre les risques d'incendies et leur sûreté contre les risques de dégradation et de vol (systèmes spécifiques de protection électronique ou d'alarme, mises à distance) ;
 - Les contraintes d'exploitation du bâtiment ;
 - La réglementation en vigueur en matière d'exploitation d'un établissement recevant du public ;
 - L'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
 - Les impératifs calendaires ;
 - L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de scénographie.
- Un **projet graphique** relatif à la signalétique qui sera déployée dans l'exposition, prenant en compte les éléments suivants :
 - Les exigences de présentation esthétique et scientifique exprimées, ainsi que la fonction et la hiérarchie des supports (cartels, textes de section, textes thématiques, visuels...) ;
 - Les contraintes d'exploitation du bâtiment et d'aménagement ;
 - La réglementation en vigueur en matière d'exploitation d'un établissement recevant du public ;
 - La lisibilité des textes, en accordant une attention particulière à la diversité des publics (enfants, personnes âgées, personnes à mobilité réduite, etc.) ;
 - Les impératifs calendaires ;
 - L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de graphisme et de signalétique.

La conception et la production des contenus de médiation ne font pas partie de la mission du titulaire.

- Un **projet de dispositifs multimédia**, prenant en compte les éléments suivants :
 - Les demandes de médiation multimédia exprimées par les commissaires, et détaillées en lien avec le SMGN et la SDSI ;
 - Les contraintes d'exploitation du bâtiment ;

- La réglementation en vigueur en matière d'exploitation d'un établissement recevant du public ;
- L'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- Les impératifs calendaires ;
- L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de mise en œuvre des dispositifs multimédia.

Le titulaire intégrera à ce projet la définition de la forme des dispositifs multimédia diffusés sur le parcours de l'exposition, une proposition du matériel audiovisuel nécessaire (références techniques et fournisseurs type). Dans le cadre de sa mission, le titulaire devra définir le matériel adéquat (dimension, type (projection sur les murs, sur un écran, dans une salle fermée, ouverte...), format et capacité du matériel, etc.), en se référant au parc du matériel multimédia de l'EPML, et décrire le cas échéant, le cahier des charges technique pour le marché de location/maintenance ou achat des dispositifs de médiation.

Réunions :

Nombre minimum de réunions avec le titulaire : quatre (4) réunions, complétées autant que nécessaire de visites sur site et d'échanges par mail, téléphone ou visioconférence.

Ces réunions auront notamment pour objet la recherche de solutions techniques et la validation des options et partis pris adoptés par le titulaire au regard du budget.

Livrables attendus :

- Le plan général du projet scénographique de l'exposition en sol et élévations (1/100ème) mettant en exergue le parcours, la mise en espace des sections, les unités de passage, l'agencement, l'implantation des œuvres, l'implantation et les caractéristiques des éléments de graphisme et de signalétique ainsi que des dispositifs de médiation multimédia ; Le plan devra mettre en valeurs les mobiliers récupérés des exposition « Zurbaran » et « Sculpture espagnole ».
- Un modèle 3D simple de type Sketchup ou équivalent qui permettra de « naviguer » dans l'espace pendant les présentations du projet à la maîtrise d'ouvrage ;
- Un dossier graphique présentant les principes et la typologie des éléments de graphisme et de signalétique envisagés, avec leur caractéristiques respectives (colorimétrie, typographie, intégration des visuels, structuration, dimensions, principes d'implantation, etc.) ;
- Le calendrier prévisionnel de réalisation ;
- L'estimation du coût prévisionnel des travaux (enveloppe financière pour les travaux de scénographie, dispositif multimédia, signalétique et éclairage – hors parc d'éclairage et parc multimédia fournis par le Louvre) dans le respect de l'enveloppe financière affectée aux travaux telle que définie à l'article 5.1. En cas de dépassement, il incombera au titulaire de proposer des pistes d'économies permettant de revenir dans l'enveloppe budgétaire allouée au projet et de modifier en conséquence, et sans rémunération supplémentaire, les pièces de l'APS.

L'estimation devra comprendre un comparatif de coûts entre l'utilisation de matériaux écoresponsables et l'utilisation de matériaux standards.

3.3 Phase Avant-projet définitif (APD)

Après validation de la phase APS, la phase APD se traduit par une définition détaillée du projet muséographique. A l'issue de cette phase, devront être arrêtés définitivement les choix scénographiques et le coût prévisionnel des travaux au regard de l'enveloppe financière affectée et notamment :

- Définition, conception et/ou sélection de tous les éléments intervenants dans l'ambiance de la

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

scénographie : identification des matériaux, propositions couleurs, choix des supports, ambiances lumineuses sur la base des préconisations de l'atelier d'éclairage du musée du Louvre ;

- Présentation d'échantillons des matériaux préconisés ; incluant une première proposition d'échantillons couleurs ;
- Typologie détaillée du mobilier de présentation envisagé pour mettre en valeur les œuvres et servir le propos scientifique du commissariat :
 - Description des différentes typologies de mobilier identifiées (vitrines, socles, cimaises, podium, mises à distance...) ;
 - Dessins de chaque mobilier scénographique (forme, dimensions, matériaux, couleur, systèmes d'assemblage, systèmes d'accroche/fixation, notes de calcul justifiant leur stabilité) ;
- Définition, quantification et implantation de tous les éléments graphiques et de signalétique présent dans l'exposition, incluant la définition de leurs matériaux, de leurs dimensions, de leurs couleurs et des hauteurs de lecture, appuyée sur la présentation d'échantillons, pour les contenus textuels comme pour les visuels présentés sous forme de reproductions, tels que définis avec les commissaires et le service de la Médiation graphique et numérique du musée du Louvre ;
- Définition, quantification et implantation de tous les équipements nécessaires au déploiement des dispositifs multimédias, tels que définis avec les commissaires et le service de la Médiation graphique et numérique du musée du Louvre, précisant le type de diffusion retenu, et incluant la description du matériel adéquat, ses dimensions et capacités, ainsi que la typologie des logiciels et fichiers requis.
- Définition et implantation des éclairages en lien avec l'atelier éclairage du musée du Louvre, incluant l'implantation des blocs de secours.
- Calendrier prévisionnel ;

Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (incluant les opérations de maintenance en cours d'exploitation, de démontage et d'évacuation en fin d'exposition), décomposée en lots d'exécution séparés que ce soit pour les travaux d'aménagement, la signalétique, les dispositifs multimédias ainsi que l'éclairage dans le respect de l'enveloppe financière affectée aux travaux telle que définie à l'article 5.1. En cas de dépassement, il incombera au titulaire de proposer des pistes d'économies permettant de revenir dans l'enveloppe budgétaire allouée au projet et de modifier en conséquence, et sans rémunération supplémentaire, les pièces de l'APD.

NB : Concernant l'estimation du coût de la maintenance peinture en cours d'exposition, le titulaire doit uniquement prévoir la fourniture de la peinture, la maintenance sera effectuée par les équipes de l'atelier de peinture du Louvre.

Réunions :

Nombre minimum de réunions avec le titulaire : quatre (4) réunions, complétées autant que nécessaire de visites sur site et d'échanges par mail, téléphone ou visioconférence.

Ces réunions auront notamment pour objets la recherche de solutions techniques et la validation des options et partis pris adoptés par le titulaire au regard du budget.

Livrables attendus :

- Plans détaillés des différentes sections incluant la mise en élévation de l'ensemble des œuvres, du graphisme et de la signalétique, (dont les cartels), et des dispositifs multimédia (simulation d'accrochage, plans de coupe, plans 1/50^{ème} - 1/100^{ème}, plans AO impression sur traceur, visuels 3D).

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

Les plans devront mettre en valeurs les mobiliers récupérés des exposition « Zurbaran » et « Sculpture espagnole ».

- Carnet détaillé des vitrines au 1/20 ;
- Le modèle 3D simple de type Sketchup ou équivalent qui permettra de « naviguer » dans l'espace pendant les présentations du projet à la maîtrise d'ouvrage ; Dossier graphique détaillé relatif au graphisme et la signalétique, incluant des maquettes graphiques à l'échelle 1 pour chaque typologie d'élément d'information identifié, et les échantillons des matériaux souhaités ;
- Descriptif des modes de présentation du matériel envisagé pour les dispositifs multimédias, précisant leur modalité d'intégration dans la scénographie du parcours ;
- Plan de répartition des couleurs associées à des références (nuancier, échantillons...)
- Echantillons couleurs : sur proposition du titulaire, des échantillons couleurs sur carton format raisin pourront être produits pas l'atelier de peinture décoration du musée du Louvre et soumis à l'approbation du maitre d'ouvrage. Pour ce faire le titulaire devra communiquer les références couleurs à l'atelier peinture décoration 3 semaines minimum avant la date de présentation
- Echantillons matériaux : suivant une liste préalablement transmise par l'EPML, au plus tard 3 semaines avant la date de présentation et dans la limite de 10 (dix) demandes, il pourra être demandé au titulaire de fournir des échantillons de certains matériaux envisagés pour la construction des ouvrages, pour approbation par l'EPML.
- Calendrier prévisionnel de réalisation actualisé ;
- Estimation définitive du coût prévisionnel de l'opération dans le respect de l'enveloppe financière affectée aux travaux telle que définie à l'article 5.1. En cas de dépassement, il incombera au titulaire de proposer des pistes d'économies permettant de revenir dans l'enveloppe budgétaire allouée au projet et de modifier en conséquence, et sans rémunération supplémentaire, les pièces du PRO.

L'estimation devra comprendre un comparatif de coûts entre l'utilisation de matériaux écoresponsables et l'utilisation de matériaux standards.

3.4 Phase Etudes de projet (PRO)

Après validation de la phase APD, et en prévision de la constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE, objet de la phase suivante), le titulaire produit un dossier exhaustif comprenant l'ensemble des documents, plans et élévations nécessaires aux travaux de mise en œuvre du projet. Ce dossier doit intégrer l'allotissement des différents travaux requis, la description précise de chaque lot, ainsi que l'ensemble des informations techniques nécessaires à leur réalisation.

Réunions :

Nombre minimum de réunions avec le titulaire : quatre (4) réunions, complétées autant que nécessaire de visites sur site et d'échanges par mail, téléphone ou visioconférence.

Ces réunions auront notamment pour objet la recherche de solutions techniques et la validation des options et partis pris adoptés par le titulaire au regard du budget. Le titulaire devra, à chaque fois, en rédiger un compte-rendu.

Livrables attendus :

- Définition définitive des lots.

Pour chaque marché / corps d'état / lot, le titulaire fourni les pièces suivantes :

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- Dossier graphique notamment l'ensemble des plans d'implantation, plans de sol, coupes et élévations au 1/100 et 1/50 et toutes les indications générales nécessaires à la bonne exécution du projet, l'ensemble des plans des éléments mobiliers (carnet du détail d'aménagement des vitrines, consoles, présentoirs, etc.) au 1/20 ;
- Plan et élévations de répartition des couleurs
Les plans devront mettre en valeurs les mobiliers récupérés des exposition « Zurbaran » et « Sculpture espagnole ».
- Cadres de décomposition des prix (DPGF), avec les équipements nécessaires à la réalisation et les unités de compte (ex : ml – Qté - Ensemble etc...) ;
- Simulation des coûts estimés sous forme de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et l'estimation définitive des travaux décomposée par domaines techniques et par corps d'état sur la base d'un avant métré réalisé à partir des plans PRO dans le respect de l'enveloppe financière affectée aux travaux telle que définie à l'article 5.1. Les quantités de l'avant métré seront remises au maître d'ouvrage ; En cas de dépassement, le DCE ne pourra pas être publié et il incombera au titulaire de proposer des pistes d'économies permettant de revenir dans l'enveloppe budgétaire allouée au projet et de modifier en conséquence, et sans rémunération supplémentaire, les pièces du DCE.
La simulation devra comprendre un comparatif de coûts entre l'utilisation de matériaux écoresponsables et l'utilisation de matériaux standards.
NB : Le MOE devra avoir bien conscience de la spécificité des travaux d'aménagements scénographiques dans le contexte particulier du musée du Louvre au moment de la rédaction de son estimation budgétaire.
- Projet de Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) intégrant, par lots techniques, la description détaillée des spécifications techniques des ouvrages et des prestations à réaliser : nature et caractéristiques des matériaux et équipements nécessaires, conditions de leur mise en œuvre etc., et décrivant, par lots séparés, la nature, les caractéristiques et la localisation des différents éléments de construction et des matériaux à mettre en œuvre. Le titulaire s'attachera tout particulièrement à décrire les prestations en faisant référence aux normes homologuées. Les CCTP seront rédigés sur la base d'un sommaire identique pour l'ensemble des lots qui sera préalablement validé par le maître d'ouvrage ;

3.5 Phase de consolidation du Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Après la validation de la phase PRO, le titulaire met à jour l'ensemble du dossier et le complète autant que de besoin par des plans et des élévations permettant la future fabrication et mise en œuvre de l'ensemble des éléments constitutifs du projet par les différentes entreprises qui seront désignées, après mise en concurrence dans le respect des dispositions du code de la commande publique. En effet, conformément à la réglementation relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur organise lui-même la mise en concurrence pour la réalisation des prestations.

Le titulaire constitue les dossiers de consultation en relation avec le maître d'ouvrage en fonction de la procédure dans laquelle s'inscrit cette dernière. Il apporte notamment les éléments suivants :

- Description exhaustive du contenu de chaque lot ;
- Pièces techniques et financières définitives (Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), Décomposition du Prix Global et Forfaitaire définitive (DPGF), etc.) du dossier de consultation des entreprises en vue de la passation des marchés de travaux muséographiques (consultation par publication),

- Calendrier d'exécution des phases de réalisation du projet.

Le titulaire s'engage à apporter toutes les modifications au dossier de consultation des entreprises qui pourraient être demandées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la procédure de passation des marchés de travaux, sans que cela ouvre droit à une rémunération supplémentaire. Pour ce faire, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la notification de la demande du pouvoir adjudicateur.

Réunions :

Nombre minimum de réunions avec le titulaire : deux (2) réunions, complétées autant que nécessaire de visites sur site et d'échanges par mail, téléphone ou visioconférence, notamment avec les juristes de la DEE et de la DFJM, pour tout ce qui a trait à la préparation et à la mise en cohérence des pièces juridiques constitutives du futur marché travaux.

Ces réunions auront notamment pour objet la recherche de solutions techniques et la validation des options et partis pris adoptés par le titulaire au regard du budget. Le titulaire devra, à chaque fois, en rédiger un compte-rendu.

Livrables attendus :

Par marché / corps d'état / lot, le titulaire fournira la version consolidée des pièces suivantes :

- Dossier graphique de consultation (notamment l'ensemble des plans d'implantation, plans de sol, coupes et élévations au 1/100 et 1/50 et toutes les indications générales nécessaires à la bonne exécution du projet, l'ensemble des plans des éléments mobiliers (carnet du détail d'aménagement des vitrines, consoles, présentoirs, etc.) au 1/20, 1/10 et 1/2 si nécessaire à la compréhension du détail) ;

Les plans devront mettre en valeurs les mobiliers récupérés des exposition « Zurbaran » et « Sculpture espagnole ».

- Cadres de décomposition des prix (DPGF), avec les équipements nécessaires à la réalisation et les unités de compte (ex : ml – Qté - Ensemble etc...) ;
- Simulation des coûts estimés sous forme de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et l'estimation définitive des travaux décomposée par domaines techniques et par corps d'état sur la base d'un avant métré réalisé à partir des plans PRO. Les quantités de l'avant métré seront remises au maître d'ouvrage ;

La simulation devra comprendre un comparatif de coûts entre l'utilisation de matériaux écoresponsables et l'utilisation de matériaux standards.

- Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) intégrant, par lots techniques, la description détaillée des spécifications techniques des ouvrages et des prestations à réaliser : nature et caractéristiques des matériaux et équipements nécessaires, conditions de leur mise en œuvre etc., et décrivant, par lots séparés, la nature, les caractéristiques et la localisation des différents éléments de construction et des matériaux à mettre en œuvre. Le titulaire s'attachera tout particulièrement à décrire les prestations en faisant référence aux normes homologuées. Les CCTP seront rédigés sur la base d'un sommaire identique pour l'ensemble des lots qui sera préalablement validé par le maître d'ouvrage ;

Le titulaire fournira également les éléments du Règlement de consultation (RC) nécessaires pour chaque lot, notamment :

- La liste des pièces demandées à l'appui de la candidature et de l'offre ;
- Les éléments devant composer à minima le mémoire méthodologique des candidats ou entreprises consultés

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- Les critères de jugement des offres proposés.

3.6 Phase Assistance à la passation des contrats de Travaux (ACT)

Dans le cadre de la phase ACT, le titulaire doit effectuer les éléments de mission suivants :

- Participation à la visite sur site proposée aux entreprises, le cas échéant ;
- Elaboration des réponses aux demandes de renseignements complémentaires transmises par les candidats. Pour ce faire, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) jour ouvré à compter de la notification de la demande du pouvoir adjudicateur ;
- Analyse des offres des entreprises conformément aux critères de jugement et au cadre transmis par le pouvoir adjudicateur ;
- Centralisation par le mandataire des échanges avec les différents cotraitants du marché dans l'élaboration des rapports d'analyse des offres ainsi que pendant les échanges en phase de négociation.
- Contrôle de la conformité des offres aux spécifications techniques du CCTP et vérification de la cohérence des chiffrages effectués par les candidats ;
- Assistance au pouvoir adjudicateur lors de la phase de négociation puis analyse des offres, de leur conformité et de leur cohérence après négociation ;
- Assistance au choix des titulaires des marchés ;

NB : l'attention du titulaire est attirée sur le fait que dans le cas particulier des travaux portant sur le graphisme et la signalétique, le choix des entreprises devra passer par les marchés existants entre le musée du Louvre et des entreprises spécialisées (impression grands formats, impression petits et moyens formats, sérigraphie, mobilier signalétique). Dans ce cadre, en lien étroit avec le SMA qui pilote ces marchés au sein du musée du Louvre, le titulaire devra préparer toutes les pièces nécessaires aux demandes de devis, et s'assurer de la conformité de ces derniers avec l'objet de la commande.

Le titulaire s'engage à apporter toutes les modifications à l'analyse des candidatures et des offres qui pourraient être demandées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la procédure de passation des marchés de travaux, sans que cela ouvre droit à une rémunération supplémentaire. Pour ce faire, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la notification de la demande du pouvoir adjudicateur.

En cas de consultation infructueuse, le titulaire en analysera les raisons et réalisera l'ensemble des éléments de mission décrits ci-dessus dans le cadre de la nouvelle consultation et dans les délais compatibles à la poursuite de l'exposition. Le titulaire doit transmettre un nouveau dossier de consultation des entreprises au pouvoir adjudicateur dans les délais suivants :

- Cinq (5) jours calendaires si aucune modification technique ou administrative ne doit être apportée ;
- Dix (10) jours calendaires si une ou des modification(s) technique(s) ou administrative(s) doivent être apportées au dossier.

Suite à la nouvelle consultation, le titulaire analysera les candidatures et offres et ce, dans les conditions exposées ci-dessus.

Réunions :

Nombre minimum de réunions avec le titulaire : deux (2) réunions, complétées autant que nécessaire de visites sur site et d'échanges par mail, téléphone ou visioconférence, notamment avec les juristes de la DEE et de la DFJM, pour tout ce qui a trait à la préparation et à la mise en cohérence des pièces juridiques constitutives du futur marché travaux.

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

Livrables attendus :

Par marché / corps d'état / lot :

- Réponses écrites aux questions posées par les entreprises pendant la consultation, le cas échéant ;
- Rapport d'analyse des offres avant négociation ;
- Définition des éléments de négociations et proposition de rédaction des courriers de négociations ;
- Rapport d'analyse des offres après négociation, le cas échéant.
- Calendrier prévisionnel de réalisation actualisé ;

3.7 Phase Conduite d'Opération dont assistance aux opérations de réception des travaux (montage et démontage)

Le titulaire, responsable du suivi de l'exécution des travaux et unique interlocuteur des entreprises, est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés publics de travaux.

Pour ce faire, la phase de conduite d'opération comprend notamment :

- La mise au point du calendrier d'exécution des travaux à la notification des marchés et interface entre les calendriers des différents lots ;
- L'étude et la validation de tous les plans d'exécution, communiqués au maître d'ouvrage, produits par les entreprises préalablement à toute mise en fabrication ;
- La participation à la visite des lieux avec les entreprises en vue de l'établissement par la maîtrise d'ouvrage du plan de prévention et de l'établissement de l'état des lieux contradictoire avant le démarrage des travaux, et après le démontage de l'exposition ;
- En accord avec le maître d'ouvrage, le visa de l'ensemble des documents produits dans le cadre des études d'exécution (les documents établis par les entreprises dans le cadre des études d'exécution devront respecter les dispositions du projet établi). En aucun cas, **le titulaire n'autorisera les entreprises à lancer la fabrication sans cette validation.**

Le titulaire doit avant tout visa s'assurer de la solidité des ouvrages proposés par les entreprises, de la conformité des plans des entrepreneurs au cahier des charges.

Le titulaire a l'obligation d'alerter le maître d'ouvrage de toute irrégularité, ou dysfonctionnement sur les plans proposés par les entreprises, et en cours d'exécution sur le projet.

- Pour les travaux d'aménagement muséographiques, le suivi de fabrication, la vérification de la conformité des ouvrages aux prescriptions contractuelles, et le maintien de l'avancement des travaux dans le planning fixé pour l'ouverture de l'exposition ;
- La coordination des différentes entreprises pour la bonne exécution des prestations dans le calendrier imparti. En cas de retard constaté, le titulaire apportera, en concertation avec les entreprises concernées, les solutions permettant de le rattraper ;
 - Organisation de réunions de chantier hebdomadaires en présence du pouvoir adjudicateur avec rédaction et diffusion dans les 24 heures des comptes rendus de ces réunions ;
 - Présence régulière pour le suivi de chantier : présence 3 fois par semaine minimum sur 3 ou 4 semaines de chantier, en sus de la réunion hebdomadaire ;
 - Le titulaire s'assurera que le chantier est impeccablement tenu au quotidien et, notamment, veillera à l'évacuation des gravats au fur et à mesure ;

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- Le titulaire devra être disponible et réactif lors des phases de montage et de démontage des éléments de la scénographie.
- Le suivi de l'installation des équipements et dispositifs multimédias, en relation étroite avec le SMGN et la SDSI ;
- La coordination et le suivi de l'installation des équipements d'éclairage avec l'atelier d'éclairage ;
- La coordination et la mise en forme, de la fabrication et de la pose de la signalétique avec le cotraitant en charge du graphisme, incluant :
 - Après livraison, par le musée du Louvre, de l'intégralité des contenus de médiation écrite (texte au format word) et visuelle, le titulaire aura en charge l'exécution graphique avant impression comprenant :
 - L'intégration des corrections émanant des différents interlocuteurs du musée concernés (commissaires et services émetteurs, chargé de projet médiation, correcteur orthotypographique, coordinateur des traductions) ;
 - Après validation par BAT, la préparation et la livraison des fichiers de fabrication ;
 - La planification, l'organisation et la supervision de la pose de tous les éléments de signalétique dans l'espace d'exposition.
- Présence régulière sur le chantier au moment de l'accrochage des œuvres ;
- Organisation de la réunion de réception de fin de chantier, rédaction des procès-verbaux de réception des travaux (montage et démontage de l'exposition), et organisation d'une réunion pour la levée des réserves le cas échéant ;
- A l'ouverture de l'exposition, la communication d'un plan à jour de la scénographie définitivement réalisée, ainsi que la liste des mobiliers (classeur Excel) ;
- Le titulaire est responsable du pilotage du coût définitif de l'exposition sur lequel il s'est engagé. A cet effet, il se dote des outils de pilotage nécessaires et effectue le bilan des plus et des moins-values résultant des éventuelles évolutions du projet en cours de réalisation. En aucun cas, un bilan concluant à un dépassement du coût définitif des travaux ne peut être affermi sans un arbitrage préalable du pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire est chargé de :
 - Avant le démarrage des travaux, établir, signer et notifier l'ordre de service (OS) de démarrage des travaux pour chaque lot/marché notifié (après accord du maître d'ouvrage).
 - Au vu de la nécessité de rester dans l'enveloppe allouée, faire établir aux entreprises de travaux les devis de travaux supplémentaire le cas échéant, les négocier et les présenter au pouvoir adjudicateur pour validation. Il s'engage à ne faire exécuter aucun ouvrage modificatif ou supplémentaire qui serait demandé par le maître d'ouvrage, sans avoir auparavant présenté le devis correspondant au pouvoir adjudicateur et en avoir reçu l'approbation.
 - Etablir, signer et notifier les ordres de service en moins ou plus-value après validation expresse par le pouvoir adjudicateur.
 - Assister le pouvoir adjudicateur en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux.
- Vérification et validation des demandes de paiement. Le pouvoir adjudicateur procédera au règlement des entreprises sur présentation des situations, mémoires et décomptes approuvés par le titulaire. Le titulaire dispose d'un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de la réception du document concerné pour le valider et le transmettre au pouvoir adjudicateur. Le délai d'intervention du

titulaire, qui conditionne la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues aux entrepreneurs, fait partie du délai global de paiement à respecter.

Réunions :

Nombre minimum de réunions avec le titulaire : trois (3) ou quatre (4) réunions de chantier, suivant un rythme hebdomadaire, ainsi que présence sur site trois (3) fois par semaine minimum en phase chantier, et autant que l'exige le bon déroulement du chantier

Livrables attendus :

- Calendrier d'exécution à la notification des marchés ;
- Visa des études d'exécution ;
- Comptes rendus des réunions de chantier hebdomadaires ;
- Validation des demandes de paiement ;
- Etablissement et gestion des ordres de service et Procès-verbaux de réception ;
- Le cas échéant, comptes rendus des réunions pour la levée des réserves ;
- Etablissement et communication d'un plan à jour de la scénographie définitivement réalisée, ainsi que la liste des mobiliers.

4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 Informations réciproques des cocontractants

4.1.1 Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution de son marché.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le titulaire constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

4.1.2 Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Le titulaire a l'obligation d'alerter le maître d'ouvrage de toute irrégularité, ou dysfonctionnement en cours d'exécution du marché, et ce à chaque étape du marché.

4.1.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

4.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG/PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et conditions de travail de ses salariés.

4.3 Présentation et approbation des prestations de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique

4.3.1 Point de départ des délais

Éléments de missions			Points de départ des délais
ESQ : Esquisse			Mission réalisée au titre de la procédure de consultation – Phase Offre.
APS : Avant-Projet Sommaire			Notification du marché
APD : Avant-Projet Définitif			Les phases démarrent à l'admission de la phase précédente.
PRO : Etudes de projet - plans d'exécution			
DCE : Dossier de consultation des entreprises			
Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	Assistance pendant la consultation des contrats de travaux		
	ACT/Analyse	Assistance contrats de travaux (Analyse des offres initiales)	Date de réception par le titulaire des plis contenant les offres initiales.
		Assistance contrats de travaux (Analyse des offres après négociation)	Date de réception par le titulaire des plis contenant les offres négociées.
Visa des documents d'exécution (VISA)			Transmission des études d'exécution par les entreprises de travaux muséographiques ou la maîtrise d'ouvrage.

4.3.2 Délais d'exécution

- Pour la **phase ESQ**, le délai de remise de l'esquisse sera le délai tel que fixé dans le Règlement de la consultation pour la phase offre.
- Pour **les autres phases**, se référer aux tableaux ci-dessous (*le planning prévisionnel du projet figure en annexe 3 au présent CCP*) :

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

1. Phases APS, APD et PRO

En jours calendaires	Etape	Détails
D	Démarrage de la phase concernée	Uniquement pour la phase APS, la phase démarre à la notification du marché. Pour les autres phases, la phase démarre à l'admission de la phase précédente.
D+35 = R	Remise des livrables	
R+4	Présentation générale de la phase à la Présidence, au commissariat, à la Direction des Expositions et des Editions et aux autres directions et services du musée du Louvre associé aux prestations	Cette réunion fera l'objet de remarques de la part du commissariat et de l'équipe projet. Un compte-rendu sera envoyé. Ces remarques seront à prendre en compte pour la seconde réunion de travail.
R+7	Remise du compte-rendu synthétisant les remarques formulées lors de la présentation générale	
R+11	Réunion de travail avec commissariat et équipe projet	Cette réunion visera à étudier les modalités de prise en compte des remarques formulées lors de la Présentation générale. Ces remarques seront à prendre en compte dans les livrables de la phase suivante.
R+13	Remise du compte-rendu synthétisant les remarques formulées lors de la réunion de travail	
R+14 = V	Validation de la phase concernée (<i>Phases APS ; APD et PRO</i>)	PV d'admission, avec réserves les cas échéant, signé par la Directrice des Expositions et des Editions. Dans l'éventualité d'une admission avec réserves, il est entendu que le titulaire devra, lors de la phase suivante, prioriser la prise en compte des remarques et demandes de modification correspondantes.

D = démarrage; R = rendu des livrables ; V = validation

2. Phase DCE

En jours calendaires	Etapes	Détails
D	Démarrage de la phase DCE	La phase DCE débute à l'admission de la phase PRO.

D+14 = R	Rendu DCE	Au sein de cette phase, le titulaire devra remettre un cahier des charges et l'ensemble des pièces nécessaires à la consultation des entreprises, conformément aux remarques faites sur ces pièces lors de la phase PRO.
R+28 = V	Validation du DCE	Après consultation du SPA de la DEE et du juriste de la DFJM, le DCE est validé par un PV d'admission, avec réserves les cas échéant, signé par le Chef du service de scénographie. Dans l'éventualité d'une admission avec réserves, il est entendu que le titulaire devra opérer les corrections demandées sous un délai maximum de deux jours.
la date d'envoi de l'avis d'appel à la concurrence pour publication des contrats de travaux sur les supports adéquats vaut admission de la phase.		

D = démarrage; R = rendu des livrables; V = validation

3. **Phase ACT**

En jours calendaires	Etapes	Détails
D	Démarrage de la phase ACT	La phase ACT démarre à l'admission de la phase DCE
D+1	AAPC du ou des marché(s) de travaux d'aménagement scénographique de l'exposition temporaire « AMAZONES »	
D+49	Réception des offres travaux scénographie	
D+56	Rendu analyse avant négociation	
D+63	Validation de l'analyse avant négociation et envoi des courriers de négociation aux candidats	
D+70	Réception des offres après négociations	
D+73	Rendu de l'analyse après négociations par le titulaire	
D+77	Validation et organisation de la Commission en cas de validation de l'analyse	L'EPML se réserve la possibilité de demander des corrections sur l'analyse remise au titulaire qui doit réaliser celles-ci sous un délai de deux jours ouvrés maximum à compter de la réception par la demande de l'EPML.
D+105 = V	Notification du ou des marché(s) de travaux d'aménagement scénographique	PV d'admission, avec réserves les cas échéant, signé par le Chef du service de scénographie.
La notification des marchés de travaux vaut admission de la phase.		

D = démarrage; V = validation

A réception des offres, le candidat est tenu de remettre son analyse avant négociation dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés.

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

A réception des offres négociées, le titulaire est tenu de remettre son analyse après négociation dans un délai de trois (3) jours ouvrés.

L'EPML se réserve la possibilité de demander des corrections sur l'analyse remise au titulaire qui doit réaliser celles-ci sous un délai de deux jours ouvrés maximum à compter de la réception par la demande de l'EPML.

Admission de la phase : PV d'admission, avec réserves les cas échéant, signé par la Directrice des Expositions et des Editions.

En l'absence de PV de réception, la notification des marchés de travaux vaut admission de la phase.

4.3.3 Présentation des documents

- Les documents seront remis en quatre exemplaires papier A3 et un exemplaire informatique fichier.pdf. Le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études.
- Format et support choisis pour la remise des études :
 - Le résultat des études réalisées par le titulaire sera formalisé par la remise de dossiers composés de pièces écrites élaborées avec logiciels de traitement de texte et d'éléments graphiques en couleur élaborés avec logiciels de DAO.
 - Dans un souci de compatibilité entre les intervenants les fichiers devront être compatibles avec les formats *Word*, *Excel*, *Project* et *Access* sous *Windows*® et *Autocad*® 2010 ou ultérieurs. Pour chaque phase, les documents doivent donc être remis au format informatique (envoi par courriel ou sur support dématérialisé : CD). Les formats informatiques sont : .doc ; .pdf ; .jpeg ; .dwg. Les fichiers transmis doivent être traités par un antivirus.
- Le pouvoir adjudicateur refusera tous les documents d'étude incomplets. Le pouvoir adjudicateur retournera le document incomplet et exigera du titulaire de le reprendre. Le refus du pouvoir adjudicateur ne suspend pas le délai d'exécution.
- Le maître d'ouvrage ou ses représentants se réservent le droit de demander autant de pièces écrites et graphiques que nécessaire pour la bonne compréhension des solutions proposées par le titulaire.
- Enfin, le titulaire respectera la charte graphique « Référentiel Patrimonial Louvre » dans l'élaboration de ses pièces écrites et graphiques.

4.3.4 Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

- Pour les phases APS, APD et PRO, la décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec l'ensemble des réserves qui devront être levées lors de la phase suivante, ou de rejeter les documents d'études, interviendra, à titre prévisionnel, avant l'expiration d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de la remise des livrables de la phase concernée.

Toutefois, en complément des dispositions définies aux articles 28.2 et 29.1 du CCAG/PI, en l'absence d'approbation des documents d'études dans les délais prévisionnels susmentionnés, pour les phases APS, APD et PRO, les prestations ne seront considérées comme acceptées tacitement qu'après un délai de deux (2) mois à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage des études remises par le titulaire.
- Pour la phase DCE, la date d'envoi de l'avis d'appel à la concurrence pour publication des contrats de travaux sur les supports adéquats vaut admission de la phase.
- Pour la phase ACT, la notification des marchés de travaux vaut admission de la phase.

A chaque étape, les études du titulaire seront examinées par la maîtrise d'ouvrage, mais aussi le cas échéant, par un bureau de contrôle technique mandaté par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra se conformer aux demandes du maître d'ouvrage et aux préconisations du contrôleur détaillées dans les rapports rendus après chaque phase.

4.3.5 Délais applicables en phase Travaux

→Vérification des situations, mémoires et décomptes des entrepreneurs

Le titulaire dispose d'un délai maximum défini à l'article 3.7 du présent document pour valider et transmettre au pouvoir adjudicateur les documents relatifs au paiement. Le délai d'intervention du titulaire, qui conditionne la liquidation et l'ordonnancement des sommes dues aux entrepreneurs, fait partie du délai global de paiement.

→Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du titulaire.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au fur-et-à-mesure de la réception des études et au plus tard 5 (cinq) jours après la réception de l'ensemble des études d'exécution.

4.4 Ordres de service délivrés par le titulaire – travaux non prévus

Le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par marché par le titulaire qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG/Travaux.

Toutefois, le titulaire ne peut émettre les ordres de service sans avoir obtenu une décision écrite préalable de la maîtrise d'ouvrage dans les cas suivants :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- Notification de la date de commencement des travaux ;
- Passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle/optionnelle ;
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- Interruption ou ajournement des travaux ;
- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux.
- Pour le paiement, la formalisation de l'avancement des travaux non prévus devra se faire, par OS, à la suite de la DPGF. L'avancement des travaux selon la DPGF devra tenir compte des travaux en moins-value.

→Travaux non prévus – fiche de travaux

A tous travaux non prévus correspondra une fiche de travaux (FT), établie par le titulaire et visée par le maître d'ouvrage.

Les travaux nouveaux seront classés par le maître de l'ouvrage, sur proposition du titulaire, à l'appui de la fiche technique de demande dans l'une des trois catégories ci-après :

- Travaux complémentaires (Tc) : modifications dans la consistance des travaux qui s'imposent au maître de l'ouvrage par suite notamment d'événements imprévus, de modification de réglementation ou d'exigences d'administrations locales.
- Travaux modificatifs (Tm) : modifications dans la consistance des travaux résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques à la demande du maître de l'ouvrage (le cas échéant suite à une proposition du titulaire).

- Travaux supplémentaires (Ts) : modifications dans la consistance des travaux apportées par le titulaire, par suite d'imprécisions, de lacunes ou d'erreurs affectant les études et / ou la conduite des travaux.

Une fois les fiches de travaux signées de la maîtrise d'ouvrage, les travaux non prévus seront notifiés par ordre de service à l'entrepreneur par le titulaire, sans qu'il y ait de communication de celle-ci.

4.5 Durée et achèvement de la mission de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique

Conformément à l'article R. 2182-4 du Code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa date de notification.

Le calendrier prévisionnel de l'opération est annexé au présent document. Le planning détaillé (conception et suivi de réalisation du projet muséographique) devra être établi par le titulaire. Les prestations du titulaire doivent être exécutées en accord avec le pouvoir adjudicateur et dans le respect du calendrier général de telle sorte que les travaux et les installations scénographiques soient impérativement achevés avant la mise en place des œuvres à exposer, et la mise au point des éclairages avant la date d'inauguration de l'exposition. Le calendrier général sera, le cas échéant, mis à jour d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire. Le nouveau calendrier sera alors notifié au titulaire par ordre de service et deviendra contractuel en se substituant au précédent.

L'achèvement de la mission intervient à la fin du démontage complet des installations d'aménagement de l'exposition et la réception sans réserve de ces travaux de démontage et remise en état, sauf durée plus longue prévue au présent document pour certaines obligations (notamment article Propriété intellectuelle).

La durée globale prévisionnelle du marché est d'environ **20 mois**.

Le démontage sera achevé au plus tard deux (2) semaines après la clôture de l'exposition et le décrochage des œuvres, soit, à titre prévisionnel s'effectuera **du 2 août 2027 au 16 août 2027**.

4.6 Ordres de service notifié par la maîtrise d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur peut notifier des ordres de service au titulaire, lequel en accuse réception. Le titulaire doit s'y conformer ; toutefois, s'il estime avoir des observations à faire valoir, par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/PI, il dispose d'un délai de cinq (5) jours, sous peine de forclusion, à compter de la date de réception par lui de l'ordre de service considéré.

4.7 Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les prix figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

4.8 Forfaits de rémunération

4.8.1 Modalités de fixation des forfaits de rémunération

Le forfait de rémunération de la mission de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique décrite à l'article 3 du présent CCP est fixé à l'AE et est définitif pour toute la durée du marché.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même opération. La cession des droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale fixés à l'article 8 du présent CCP fait l'objet d'un prix forfaitairement inclus dans le forfait de rémunération.

4.8.2 Modifications apportées aux prestations du titulaire

En application des dispositions de l'article 23 du CCAG/PI, le maître de l'ouvrage peut prescrire, par décision notifiée au titulaire, des études particulières et des modifications aux prestations de conception et de suivi de la réalisation du projet muséographique. Il peut également accepter les modifications qui lui sont proposées par le titulaire.

Ces modifications de prestations peuvent entraîner une modification du forfait de rémunération et éventuellement de l'estimation des travaux muséographiques et du calendrier.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage invite le titulaire à proposer, dans un délai de 15 jours, un nouveau forfait de rémunération et une nouvelle estimation, avec toutes justifications utiles. Ces nouvelles conditions financières sont arrêtées d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le titulaire et font l'objet d'un avenant au marché.

Si un accord n'a pas pu intervenir dans le délai de 30 jours compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de la proposition du titulaire, le maître d'ouvrage fixe par décision notifiée au titulaire des prix ou un forfait de rémunération provisoire.

4.9 Forme du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de référence appelé « mois zéro » (m0).

La date d'établissement du prix initial (date de fixation du prix dans l'offre) appelée « mois zéro » est précisée ci-dessous :

- Le mois de remise des offres ;
- Ou, en cas de négociation, le mois de remise des offres finales après négociation.

Le prix du présent marché est ferme et non actualisable.

4.10 Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage

L'enveloppe financière fixée à l'AE sera réactualisée à date de valeur m0 selon la formule de réactualisation proposée par le titulaire pour le marché de travaux muséographiques en cas de non allotissement et selon le BT 01 en cas d'allotissement.

5 - ENGAGEMENT DU TITULAIRE ET PENALITES

5.1 Engagement du titulaire sur le coût de l'opération

Tous les coûts dont il est question ci-dessous seront réactualisés à date de valeur m0 selon la formule de réactualisation proposée par le titulaire pour le marché de travaux muséographiques en cas de non allotissement et selon le BT 01 en cas d'allotissement.

Situation de l'exposition : Musée du Louvre, Hall Napoléon bas.

Superficie prévisionnelle : de 1 100 m² + 335 m² (rotonde)

Hauteur sous-plafond : 3,70 m avec 4 sections de plafond mobile

Coût de l'opération : Le budget prévisionnel de l'opération (hors honoraires) comprenant l'ensemble des éléments listés ci-dessous s'élève à **660 000** (six-cent soixante mille) euros toutes taxes comprises (Valeur M0 janvier 2026).

Les postes compris dans ce budget sont les suivants (liste non limitative) :

- Menuiserie : fabrication, installation et enlèvement des cimaises, décors, et mobilier (mises à distances, vitrines, présentoir catalogue, bancs, socles, mobiliers nécessaires à la médiation, etc.) et autres éléments liés à la scénographie ;
- Serrurerie ;
- Fourniture et mise en peinture : des cimaises, des mises à distances, et des différents éléments de mobilier à savoir : socles, bancs, présentoirs catalogue, ainsi que les espaces permanents du musée (portes, colonnes...) et les retouches après la pose de la signalétique ;
- Graphisme et signalétique : fabrication et pose des panneaux de texte, cartels, éventuelles infographies et visuels ;
- Multimédia : coût de la location / maintenance / intégration des tous les équipements nécessaires au déploiement des dispositifs audiovisuels, numériques et multimédias, fourniture et pose de l'ensemble des câbles (CFO/CFA) nécessaires à l'alimentation de ces dispositifs ;
- Eclairage : location de matériel particuliers (hors parc existant du Louvre) et de consommables
- Démontage de l'exposition avant remise en état des lieux.

NB : Conformément à l'article 1.4.3 du présent CCP, les travaux d'électricité et d'éclairage seront réalisés par une équipe en interne. Cette équipe devra travailler en étroite collaboration avec le titulaire.

5.1.1 Avant la passation des marchés de travaux

- **Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage :**

Cette enveloppe financière affectée aux travaux muséographiques comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

- **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux muséographiques :**

L'avancement des études permet au titulaire, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière des travaux muséographiques.

- **Fixation du coût prévisionnel des travaux muséographiques établi par le titulaire et engagement :**

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le titulaire assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'aménagement muséographique.

L'engagement du titulaire intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux muséographiques.

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux muséographiques x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux muséographiques, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

- **Prise en compte des modifications intervenues :**

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide d'apporter des modifications significatives au programme de l'exposition, conduisant à des modifications dans la consistance et dans le périmètre du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et d'éventuelles incidences sur le forfait de rémunération du titulaire pourront être prises en compte dans le cadre d'un avenant au présent marché public.

▪ **Coût de référence des travaux muséographiques à l'issue de la consultation des entreprises :**

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le titulaire établit le coût de référence des travaux muséographiques.

▪ **Respect de l'engagement du titulaire :**

Le respect de l'engagement du titulaire s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

▪ **Conséquences du non-respect de l'engagement :**

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- Soit accepter l'offre ou les offres des entreprises,
- Soit poursuivre les négociations jusqu'au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse,
- Soit déclarer la procédure de travaux infructueuse et demander au titulaire une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet, compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût. Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

Dans le cadre des deux dernières hypothèses, le titulaire est tenu, sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, d'apporter son concours au musée du Louvre et, si cela s'avère nécessaire, de reprendre ses études conformément au programme initial. Cette assistance doit permettre, le cas échéant, l'établissement d'une base de négociation ou d'une nouvelle consultation. Cette assistance intervient dans un délai compatible avec la planification de l'exposition.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade, ni rémunération supplémentaire.

5.1.2 Après la passation des marchés de travaux

▪ **Coût de réalisation des travaux muséographiques :**

Le coût de réalisation des travaux muséographiques est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le titulaire assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux muséographiques.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au titulaire. Le titulaire s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 du ou des marchés de travaux muséographiques.

▪ **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux muséographiques :**

Le coût de réalisation des travaux muséographiques est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux muséographiques x (1 + taux de tolérance)

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

▪ **Comparaison entre réalité et tolérance :**

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux muséographiques réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables au titulaire (travaux complémentaires Tc et travaux modificatifs Tm).

▪ **Conséquences du non-respect de l'engagement :**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le titulaire supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût constaté – seuil de tolérance) x 3 % (taux de pénalité)

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux muséographiques.

5.2 Pénalités de retard applicables au titulaire

5.2.1 Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au titulaire dans la présentation des documents, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, le titulaire encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 € par élément de mission.

5.2.2 Pénalités en cas de retard dans la vérification des demandes de paiement des entrepreneurs

Si les délais fixés au présent document ne sont pas respectés, le titulaire encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 1/10000ème du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du titulaire entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables.

5.2.3 Pénalités relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il le met en demeure de cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans le délai imparti (délai fixé par décret en Conseil d'Etat), le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou résilier le marché, sans indemnité, le cas échéant, au frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est, à ce titre, au plus égal à 10,00 % du montant total HT du marché, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 Les avances

6.1.1 Les avances versées au titulaire

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue aux articles R. 2191-3 et s. du Code de la commande publique (taux 5% sous réserve de l'application article R.2191-7 s'agissant des PME : 10%), est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que sur la part du marché qui n'a pas été sous-traitée.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

6.1.2 Les avances versées aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et s. du Code de la commande publique.

Le titulaire transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R. 2191-3 et s. du Code de la commande publique.

6.2 Modalités de règlement et Acomptes part forfaitaire

6.2.1 Echancier de paiement

Le titulaire envoie au maître d'ouvrage sa demande de paiement après réception de chaque phase et selon l'échéancier de paiement suivant :

Echéancier de paiement

Les acomptes sont versés conformément à l'article R. 2391-28 du code de la commande publique, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous, sous réserve de l'application des dispositions définies à l'article R. 2391-28 du code de la commande publique ¹ :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
---------------------	--------------------------

¹ Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant des acomptes ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

ESQ	Montant de l'indemnité à la notification ² ;
APS	100 % du montant de la phase à l'approbation du maître d'ouvrage.
APD	100 % du montant de la phase à l'approbation du maître d'ouvrage.
PRO/	100% du montant de la phase à la remise de l'ensemble des livrables de la phase et à la validation de la phase
DCE	100 % du montant de la phase à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC) de la procédure relative au(x) marché(s) de travaux et à la demande de devis sur les marchés/accords-cadres Signalétique.
ACT	100 % du montant de la phase à la notification du marché ou des marchés de travaux.
CO/1	95% du montant total de la phase CO à la réception des travaux d'installation de l'exposition sans réserve (visa des études d'exécution incluses) (à défaut, 80% à la réception des travaux effectuée avec réserves et 15% à la levée des réserves) ;
CO/2	5% du montant total de la phase CO à la réception des opérations de démontage (état des lieux) pour solde.

Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

- a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :
 - Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro³ soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <http://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
 - Déposer ses demandes de paiement sur le portail,

² Le montant alloué au titre de l'esquisse retenue par le pouvoir adjudicateur lors de la seconde phase de la consultation constituera la première demande de paiement émise par le titulaire à la notification du marché.

³ Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- Saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

Toutes les demandes d'acompte ou documents relatifs au paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

Dans tous les cas, il est également demandé au titulaire de transmettre une copie des documents relatifs au paiement à la Direction des Expositions et des Editions :

Musée du Louvre / DEE / Service financier et juridique / 75058 Paris cedex 01

6.3 Délai de paiement

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement.

Toutefois, l'EPML se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la [loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013](#) portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son [décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013](#) relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Conformément au décret n° 2013-269 susmentionné, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement. Il appartient au titulaire de prendre toute disposition nécessaire pour s'assurer de la date certaine d'arrivée chez le maître d'ouvrage de sa demande d'acompte et de tous autres documents relatifs au paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

6.4 Clause de réexamen

Cet article complète les dispositions de l'article 25 du CCAG/PI.

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen

Aussi, le champ d'application et la nature des modifications envisageables sont les suivantes :

- un ajournement des travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- une modification de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage découlant notamment de contraintes muséographiques et/ou techniques ;
- la réalisation de prestations supplémentaires du titulaire consécutives à des sujétions imprévues, présentant un caractère imprévisible, exceptionnel et extérieur aux parties, et ayant entraîné un bouleversement de l'économie du marché

Les conséquences qui en résultent seront pris en compte par voie d'avenant à condition que cela ne remette pas en cause le caractère forfaitaire de la rémunération du maître d'œuvre

7 - ASSURANCES

Le titulaire (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par un contrat d'assurance.

Conformément à l'article 9 du CCAG/PI, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les résultats, même partiels, des prestations intellectuelles réalisées dans le cadre du présent marché relatif à l'opération d'aménagement muséographique de l'exposition temporaire « AMAZONES » (ci-après dénommés les « Résultats ») sont réputés régis par les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG/PI complétées par celles du présent article. En cas de contradiction entre les termes des dispositions des articles du CCAG/PI et ceux des présentes, ces derniers seront réputés prévaloir.

Dans l'hypothèse d'une modification du groupement et/ou des contrats de sous-traitance en cours de l'exécution de ce marché, les dispositions du présent article sont applicables aux nouveaux membres du groupement et/ou aux nouveaux sous-traitants.

8.1 Droit cédés

Le titulaire cède à titre exclusif à l'EPML l'ensemble des droits d'exploitation visés à l'article 35 afférents aux Résultats, qu'il s'agisse d'étapes intermédiaires ou de documents définitifs des œuvres définies ci-après.

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

Cette cession des droits d'exploitation porte notamment sur :

- L'œuvre physiquement réalisée (les espaces dédiés à la présentation des collections, ainsi que l'ensemble des équipements, mobiliers, etc. créés) ainsi que tout élément de celle-ci (tous éléments scénographiques incluant sans s'y limiter les vitrines, les dispositifs et accessoires (son, audiovisuel), le choix des matériaux, des couleurs, principes et choix des éclairages, etc.) ;
- Les plans, les dossiers d'études, les croquis les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, schémas, documents iconographiques, vidéogrammes, photographies, dessins, illustrations, modèles en deux ou trois dimensions, rapports, esquisses, compte-rendu, plans et graphiques, toutes propositions et éléments scénographiques, photographies, analyses, relevés, illustrations, documents et fichiers de toute nature, et notamment informatiques, provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;
- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent marché.

Conformément à l'article 35, le titulaire, cède à l'EPML, à titre exclusif, les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation sur les Résultats permettant à l'EPML de les exploiter librement.

Le titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation des Résultats en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective, de collaboration ou composite, sous réserve du respect du droit moral du titulaire ainsi que le droit de faire traduire les Résultats et leurs adaptations en toutes langues et de reproduire ladite traduction sur tout support, connu ou inconnu à ce jour.

Les droits d'exploitation comprennent :

- Le droit de reproduction de tout ou partie des Résultats, par tous procédés (exécution répétée d'un plan ou d'un projet type, impression, enregistrement magnétique, optique, numérique ou électronique) et sur tous supports (papier, clés USB, disques durs...), sans limitation de nombre ;
- Le droit de représentation de tout ou partie des Résultats, par tous procédés de communication au public (notamment le réseau hertzien, le câble, le satellite et la télécommunication, dont internet, la projection en salle, etc.) ;
- Le droit d'adaptation de tout ou partie des Résultats, par tous travaux d'adaptation ou de modification, notamment lorsque les modifications ou les adaptations sont rendues nécessaires par un impératif technique ou muséographique.

La cession des droits sur les Eléments devient effective au jour de la validation écrite par le maître d'ouvrage d'un élément de la mission comme suit :

- S'agissant de la mission Pré-Esquisse, les droits portant sur les résultats/œuvres remis au musée du Louvre sont cédés à la notification du marché.
- S'agissant de la phase de conception, les droits portant sur les résultats/œuvres remis au musée du Louvre dans le cadre des éléments de mission APS à ACT seront cédés au jour de la validation par le maître d'ouvrage de l'élément de mission concerné.
- S'agissant de la phase de conduite d'opération, les droits portant sur les résultats/œuvres et l'œuvre physique seront cédés au jour de la réception des travaux.

8.2 Exploitations institutionnelles et commerciales

La présente cession est accordée pour les exploitations institutionnelles suivantes :

- L'archivage ou la consultation gratuite par le public ;

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

- Les besoins muséographiques de l'EPML et de ses partenaires institutionnels, notamment sur panneaux signalétiques, cimaises, notices descriptives des œuvres, notices de présentation des salles d'exposition permanentes ou temporaires, et la communication sur des bornes d'information ou tous dispositifs multimédia installés dans les salles aux fins d'information du public et de promotion des activités ; ainsi que pour faciliter, à l'occasion de la conception de la scénographie d'une exposition ultérieure, le réemploi/réutilisation (dans un objectif de développement durable) d'éléments de scénographie (notamment mobiliers, cimaise, podiums, vitrines etc.) fabriqués à l'occasion de l'exposition objet du présent marché.
- L'intégration dans les bases de données documentaires et muséographiques et dans toute base de données à vocation culturelle, éducative ou pédagogique ;
- La mise en ligne dans les réseaux intranet, sur les réseaux sociaux (notamment DailyMotion, Facebook, X, Google +, Instagram, etc.) et sur les sites internet édités ou co-édités par l'EPML et ses partenaires institutionnels (notamment le musée du Louvre-Lens, le musée du Louvre Abu Dhabi et les American Friends of the Louvre), ainsi que tout service en ligne à vocation culturelle, éducative pédagogique ou ludique ;
- La projection dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers tenus au sein des locaux de l'EPML ou de ses partenaires institutionnels ;
- La publication de dossiers, brochures, dépliants, cartes postales, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML ;
- La communication institutionnelle interne ou externe de l'EPML et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'EPML ou par ses partenaires institutionnels ;

La présente cession est également accordée pour les exploitations commerciales suivantes :

- L'édition de cartes postales ;
- La reproduction et la représentation de tout ou partie des Résultats sur tous produits dérivés destinés à être commercialisés ou offerts à titre promotionnel ;
- La publication des éléments ou leur reproduction au sein de livres imprimés, publications scientifiques ou publication presse, destinés à la vente ;
- L'utilisation des éléments ou de leur reproduction au sein d'audioguides ou d'applications d'audioguidage mis à disposition du public à titre onéreux ;
- L'insertion des éléments ou de leur reproduction au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, y compris les livres numériques, accessibles au public grâce à des applications téléchargeables payantes :
 - Sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mp3, tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) ;
 - Sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ;
- La communication des éléments ou de leur reproduction sous forme de vidéogrammes, par télédiffusion par des entreprises de communication audiovisuelles ou web TV.
- La cession à des partenaires de l'EPML dans le cadre de reprise ou d'itinérance de l'exposition.

Toute autre exploitation commerciale que celles visées ci-dessus fera l'objet d'un accord séparé entre le maître d'ouvrage et le titulaire.

La présente cession comporte pour l'EPML le droit d'exploiter directement ou de céder, les droits relatifs à tout ou partie des différents éléments des Résultats.

Marché de prestations intellectuelles – Mission de conception scénographique et d'assistance technique à la réalisation de l'exposition temporaire « AMAZONES » - CCP n° 2025-123M

Par dérogation à l'article 35.2.3, le titulaire pourra, avec l'accord préalable et exprès de l'EPML, représenter, reproduire ou autoriser la représentation ou la reproduction des différents éléments des Résultats pour son usage personnel et/ou professionnel dans le cadre exclusif de la promotion de son activité (exposition, portfolios, présentations professionnelles) et à condition que ces exploitations ne soient pas de nature à faire directement concurrence à l'EPML et/ou à ses ayants droit.

8.3 Étendue de la cession

La présente cession est consentie pour la durée légale de la protection des droits d'auteur telle que définie par le Code de la propriété intellectuelle, ainsi que par les conventions internationales, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

La présente cession est consentie pour le monde entier.

8.4 Cession en pleine propriété des Résultats

Le titulaire cède à l'EPML la pleine et entière propriété corporelle, des supports créés ou utilisés en exécution du présent marché et transmis à l'EPML et notamment, sans que cette liste soit exhaustive : les dossiers d'études, les esquisses, les documents techniques d'exécution ou documents préparatoires, toutes propositions et éléments scénographiques, toutes illustrations, tous dessins, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques ou iconographiques, logos, schémas, affiches, traductions, documents iconographiques, enregistrement sonores, vidéogrammes, photographies, dessins, illustrations, modèles en deux ou trois dimensions, documents et fichiers de toute nature, et notamment informatiques.

8.5 Prix

Dans le cadre de ce marché, la cession des droits de propriété intellectuelle prévue au présent article 8 est forfaitairement comprise dans le prix du marché et ne donne pas lieu à un complément de prix.

8.6 Droit moral

Le titulaire reconnaît que les espaces de l'exposition temporaire « AMAZONES » présentent un caractère utilitaire dans leur vocation de présentation des collections non permanentes du musée pour une durée limitée. En conséquence, il ne pourra s'opposer aux modifications que souhaiterait apporter l'EPML aux Résultats aux fins d'adaptation à des besoins nouveaux qui pourraient être rendus nécessaires en cours d'exposition pour des changements d'organisation matérielle, spatiale ou encore en raison d'un impératif technique.

Le titulaire, au titre de ses prérogatives d'ordre moral et notamment du droit de divulgation, consent expressément aux exploitations des différents éléments des Résultats visées ci-avant.

L'EPML s'engage à respecter le droit moral du titulaire. L'EPML s'engage notamment à mentionner le nom du ou des auteurs, selon les cas, sur tout support reproduisant ou représentant les différents éléments des Résultats dans la mesure où cela est matériellement possible, sous la forme suivante :

© Année – Nom de l'auteur ou du titulaire / Musée du Louvre.

8.7 Garanties

Le titulaire est tenu de l'ensemble des garanties définies à l'article 35.4.2 du CCAG/PI.

Il garantit que les Résultats ne sont pas constitutifs de contrefaçons d'œuvres préexistantes.

Il déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits qu'il détient en propre, de ceux de ses cotraitants et sous-traitants cédés à l'EPML et garantit l'EPML contre tous troubles, revendications ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit.

9 - ARRET DES PRESTATIONS

9.1 Suspension d'exécution des prestations

Dans le cas d'arrêt des études ou du chantier supérieur à trois mois pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération pourra être renégocié pour tenir compte des incidences de l'allongement des délais sur les charges du titulaire. Les nouvelles conditions d'exécution seront fixées par avenant.

9.2 Arrêt de l'exécution des prestations

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin au marché dans les conditions fixées à l'article 22 du CCAG/PI. Conformément audit article, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases définies à l'article 3 du présent document. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

10 - DIFFERENTS – RESILIATION DU MARCHE

10.1 Règlement amiable des différents

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable.

10.2 Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

Sous réserve des dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI, il est fait application de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

Dans tous les cas de résiliation du marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

Dans le cas où le titulaire manque à ses obligations contractuelles, notamment dans les hypothèses prévues par l'article 39 du CCAG/PI, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels il est défaillant et le délai qui lui est accordé pour pallier sa défaillance. Le titulaire doit mettre à profit ce délai pour prendre, en accord avec le maître d'ouvrage, les dispositions qui s'imposent. Celles-ci font alors, en tant que de besoin l'objet d'un avenant. Dans le cas où le titulaire ne satisfait pas aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure, le marché peut être résilié aux torts du titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur, sur simple décision notifiée, dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG/PI.

La fraction de la mission déjà exécutée est alors rémunérée avec un abattement de 10% et le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

10.3 Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Le tribunal administratif de Paris est seul compétent en cas de litige relatif à l'application du présent marché.

11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé
Article 2	Articles 4.1, 4.2.1 et 4.2.2
Article 4.6	Articles 3.8.2
Article 5.2.1	Article 14
Article 8	Complète les dispositions des articles 32 à 35
Article 10.2	Compète les dispositions du chapitre 7 du CCAG/PI